

Audience des femmes de la SNH au Palais des Verres Paul Biya

Le président de l'Assemblée nationale soutient le projet de raffinerie CSTAR porté par la SNH



Page 6

Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 275 du 28 mai 2026 - Prix : 400 FCFA

LES NOUVELLES DU PAYS

Informers pour apporter des solutions

Editorial

La République à l'épreuve des rumeurs

Page 2

Supposé malaise du Chef de l'Etat

Quand l'état physique de Paul Biya devient un enjeu politique

L'épisode des rumeurs ayant circulé autour d'un supposé malaise du Président de la République au lendemain des célébrations du 20 mai 2026 dépasse largement le simple registre de l'anecdote. Il révèle en réalité plusieurs dynamiques profondes de la vie politique camerounaise : la centralité extrême de la figure présidentielle, la guerre des perceptions à l'ère numérique et les interrogations permanentes autour de la continuité du pouvoir. **P. 3**



Coopération aéronautique Le Bureau régional de l'OACI en mission stratégique au Cameroun

Page 4

Socapalm

Plus de 10,6 milliards Fcfa de bénéfice à distribuer aux actionnaires

Page 7

Expansion

Tradex étend son réseau avec une nouvelle station-service moderne à Ayos

L'entreprise a officiellement lancé, le lundi 25 mai 2026, les activités commerciales de sa nouvelle station-service implantée dans la ville d'Ayos, dans le département du Nyong-et-Mfoumou.

Page 5



Editorial

La République à l'épreuve des rumeurs

Par Victor NDOKI

Dans les sociétés modernes, la rumeur voyage désormais plus vite que les faits. Elle traverse les téléphones, s'enflamme sur les réseaux sociaux, se nourrit des approximations et prospère souvent sur les émotions collectives. Au Cameroun comme ailleurs, cette mécanique n'épargne ni les institutions ni les personnalités publiques. Les spéculations relayées autour d'un supposé malaise du Président de la République, Paul Biya, à l'issue des festivités du 20 mai 2026 au Palais de l'Unité en sont une nouvelle illustration.

Pourtant, à regarder les faits avec sang-froid, il apparaît clairement qu'il n'y avait pas matière à emballement national. À 93 ans, un homme demeure un être humain soumis aux réalités biologiques de l'âge. Fatigue passagère, baisse momentanée d'énergie, besoin de repos ou ralentissement physique après plusieurs heures d'activités officielles relèvent de l'évidence médicale la plus élémentaire. Cela vaut pour n'importe quel citoyen, quel que soit son rang social ou politique. Vouloir transformer chaque geste, chaque pause ou chaque expression de fatigue supposée en événement d'État traduit davantage une volonté d'alimenter les tensions qu'un véritable souci d'information.

Le 20 mai 2026 fut une journée particulièrement dense pour le Chef de l'État. Entre la présidence du défilé militaire et civil au Boulevard du 20 Mai, la longue station debout imposée par le protocole républicain, puis la réception de milliers d'invités au Palais de l'Unité, le programme était objectivement exigeant. Même pour un homme beaucoup plus jeune, un tel marathon institutionnel peut entraîner une fatigue naturelle. Il n'y a là rien d'exceptionnel, encore moins matière à psychose collective.

Mais dans l'univers numérique contemporain, certains semblent désormais préférer le sensationnel à la nuance. Une simple rumeur devient



rapidement une *“information”*, puis une *“urgence nationale”* avant même la moindre vérification sérieuse. Ce phénomène révèle une dérive inquiétante: la disparition progressive de la culture du discernement.

Le plus préoccupant reste cette tendance à instrumentaliser l'état phy-

sique supposé des dirigeants pour entretenir des tensions politiques ou émotionnelles. Or, une démocratie mature ne saurait fonctionner sur la base des spéculations, des montages émotionnels ou des extrapolations hasardeuses. Elle repose d'abord sur les faits, la responsabilité et la retenue.

Les témoignages rapportés au Palais de l'Unité décrivent plutôt une ambiance conviviale, un Chef de l'État échangeant avec les invités, s'arrêtant même devant les sonorités traditionnelles interprétées par l'orchestre de la Garde présidentielle, dans un moment de mémoire culturelle et de proximité humaine. Cette scène contraste fortement avec les récits alarmistes diffusés çà et là.

Il est d'ailleurs révélateur que certains commentaires aient tenté de transformer un simple moment de pause ou d'attention musicale en scénario de crise. Comme si, dans l'imaginaire de quelques-uns, un homme de 93 ans ne pouvait plus écouter calmement une mélodie, prendre son temps ou marquer un arrêt sans susciter aussitôt une avalanche de conjectures.

Cette hyperbolisation permanente finit par banaliser les véritables urgences nationales. Pendant que les réseaux sociaux s'agitent autour de rumeurs invérifiées, les enjeux essentiels du pays — économie, emploi, sécurité, santé, éducation ou cohésion sociale — continuent d'exiger sérieux et responsabilité.

LES NOUVELLES

DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala

Tél. : (237) 674.77.97.97 / 694.77.77.86

E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr

Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Directeur de la Publication

Victor NDOKI

e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de

Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction

Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef

Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé

Josselin NGANDONGO

(Cell. 694.17.54.02)

Assistant administratif

Aurelien NTAMACK

Relations publiques

Arlette Messina Mvondo

Grand Reporter

Ive TSOPGUE

(Cell. 697.28.00.09)

Rédaction

Etienne PENDA

Henri MEKANA

Henri Donatien AYANG

Alex BEMA

Flaubert KAMGA

Jean-Jacques ONANA

Reportage / Infographie

Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation

Jacques TIATY

Impression

LE LOCALIER, YAOUNDÉ (699.39.81.01)

Distribution

Les Nouvelles du Pays

■ Supposé malaise du Chef de l'Etat

Quand l'état physique de Paul Biya devient un enjeu politique

L'épisode des rumeurs ayant circulé autour d'un supposé malaise du Président de la République au lendemain des célébrations du 20 mai 2026 dépasse largement le simple registre de l'anecdote. Il révèle en réalité plusieurs dynamiques profondes de la vie politique camerounaise : la centralité extrême de la figure présidentielle, la guerre des perceptions à l'ère numérique et les interrogations permanentes autour de la continuité du pouvoir.

Au Cameroun, la personne du Chef de l'État demeure au cœur de l'équilibre institutionnel. Depuis plusieurs décennies, le système politique s'est structuré autour d'une forte personnalisation du pouvoir. Dans un tel contexte, la moindre information relative à l'état de santé du Président devient immédiatement un sujet politique majeur, parfois indépendamment même de sa véracité.

L'âge du Président au centre des spéculations

C'est précisément ce qui explique l'ampleur prise par ces spéculations diffusées sur les réseaux sociaux après les festivités du 20 mai. Là où, dans d'autres contextes, un simple moment de fatigue aurait été perçu comme banal pour un homme de 93 ans, certains acteurs ont rapidement tenté d'y projeter des lectures politiques plus larges : vacance implicite du pouvoir, fragilité institutionnelle ou ouverture anticipée de la bataille successorale.

Cette réaction collective traduit une réalité bien connue des observateurs de la scène camerounaise : la question de l'après-Paul Biya continue de hanter silencieusement le débat politique national. Même lorsqu'elle n'est pas officiellement posée, elle demeure présente dans les imaginaires politiques, les calculs d'appareils et les conversations publiques.

Les réseaux sociaux au cœur de la bataille des perceptions

Les réseaux sociaux ont



amplifié ce phénomène. Désormais, la communication politique ne se joue plus uniquement dans les médias traditionnels ou les déclarations officielles. Elle se construit aussi dans l'instantanéité numérique, où la vitesse de diffusion l'emporte souvent sur la vérification des faits. Une vidéo sortie de son contexte, une image figée ou un commentaire approximatif peuvent rapidement devenir des outils de combat politique.

Une communication de réassurance institutionnelle

Dans ce climat, la rumeur cesse d'être un simple bruit social ; elle devient un instrument d'influence. Certains l'utilisent pour fragiliser symboliquement le pouvoir, d'autres pour tester l'opinion publique, tandis que les partisans du régime cherchent au contrai-

re à démontrer la stabilité et la continuité de l'État.

La communication autour des événements du Palais de l'Unité s'inscrit d'ailleurs dans cette logique de réassurance institutionnelle. Les récits mettant en avant un Président debout pendant de longues séquences protocolaires, échangeant avec les invités ou poursuivant des séances de travail tard dans la nuit participent d'une stratégie classique : projeter l'image d'un pouvoir toujours en maîtrise de lui-même et pleinement fonctionnel.

Mais cette séquence met également en lumière une évolution importante de la société camerounaise : la montée d'une opinion publique numérique de plus en plus réactive, politisée et difficile à contrôler. Contrairement aux décennies précédentes, l'information circule aujourd'hui

horizontalement. Les citoyens commentent, interprètent, contestent et produisent eux-mêmes des récits concurrents. Cette transformation modifie profondément les rapports entre pouvoir, médias et population.

Le défi de la succession en toile de fond

Pour le pouvoir en place, le défi devient alors double : préserver l'autorité de l'institution présidentielle tout en évitant que le silence ou l'opacité ne nourrissent davantage les spéculations. Car à l'ère numérique, l'absence d'information officielle laisse rapidement place aux interprétations les plus diverses.

L'opposition, quant à elle, observe attentivement ces séquences, consciente que la question de la succession politique constitue désormais

un élément structurant du débat national, même lorsqu'elle demeure implicite. Chaque rumeur, chaque apparition publique ou chaque séquence protocolaire du Chef de l'État est ainsi scrutée avec une forte charge symbolique.

La solidité des institutions comme véritable enjeu

Toutefois, une lecture lucide impose de distinguer les faits des projections politiques. À ce stade, rien dans les éléments observés publiquement lors des célébrations du 20 mai 2026 ne permet d'accréditer les scénarios alarmistes relayés sur certaines plateformes numériques. Et même l'hypothèse d'une fatigue passagère n'aurait rien d'exceptionnel au regard de l'âge du Président et de l'intensité des activités officielles auxquelles il a pris part.

Au fond, cette affaire révèle surtout une vérité politique essentielle : dans les régimes fortement présidentialisés, l'état physique du dirigeant devient inévitablement un sujet politique. Non parce qu'un malaise constituerait automatiquement une crise, mais parce que l'incarnation du pouvoir dans une seule figure concentre toutes les attentions, toutes les inquiétudes et toutes les spéculations.

Le véritable enjeu pour le Cameroun reste donc moins la circulation périodique des rumeurs que la capacité des institutions à rassurer durablement sur leur solidité, leur continuité et leur aptitude à fonctionner au-delà des personnes.

Victor NDOKI

■Coopération aéronautique

Le Bureau régional de l'OACI en mission stratégique au Cameroun

Le Cameroun accueille depuis le 26 mai 2026 une mission de haut niveau conduite par Romain Ekoto Ekoto, Directeur du Bureau régional de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour l'Afrique occidentale et centrale. Cette visite de travail, qui s'achève le 29 mai prochain, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération technique entre l'instance régionale de l'aviation civile et les autorités camerounaises.

Nommé à la tête de cette représentation régionale de l'OACI en 2023, le responsable aéronautique poursuit depuis son entrée en fonction la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'organisation dans la sous-région, avec pour objectif principal l'harmonisation des standards de sécurité, de sûreté et de modernisation du transport aérien.

À peine arrivé au Cameroun, Romain Ekoto Ekoto s'est rendu à l'École de Formation de la CCAA pour présider une réunion d'ouverture marquant le lancement officiel des travaux. Cette première étape de la mission est consacrée à l'examen approfondi du plan d'action élaboré à l'issue de la précédente mission d'assistance du Bureau régional, ainsi qu'aux activités de coordination technique entre les différentes parties prenantes du secteur.



Les journées des 27 et 28 mai donneront une dimension davantage institutionnelle à cette visite. Le Directeur régional de l'OACI prévoit en effet une série de rencontres et de visites de courtoisie auprès du Ministre des Transports du Cameroun, mais également auprès d'autres autorités administratives et acteurs majeurs de l'écosystème de l'aviation civile nationale.

Le programme de la mission prévoit enfin, le vendredi 29 mai 2026, une session de synthèse des activités menées durant le séjour, suivie de la clôture officielle des travaux.

Cette nouvelle mission vient consolider les relations privilégiées entretenues entre le Cameroun et le Bureau régional de l'OACI. Les deux institutions multiplient depuis plusieurs années les initiatives conjointes en faveur du développement des capacités techniques et humaines du secteur aéronautique national.

Parmi les illustrations récentes de cette coopération figure notamment la participation remarquée du Bureau régional de l'OACI à l'inauguration du bâtiment de l'École de Formation de la CCAA. Un partenariat technique présenté comme un levier stratégique essentiel pour accompagner l'alignement du Cameroun sur les normes et standards internationaux de l'aviation civile.

Etienne PENDA

■ Expansion

Tradex étend son réseau avec une nouvelle station-service moderne à Ayos

Le réseau de distribution des produits pétroliers de Tradex poursuit son expansion sur le territoire camerounais. L'entreprise a officiellement lancé, le lundi 25 mai 2026, les activités commerciales de sa nouvelle station-service implantée dans la ville d'Ayos, dans le département du Nyong-et-Mfoumou.

Érigée au lieu-dit «Makabo», cette nouvelle infrastructure, baptisée «TRADEX Ayos», devient la 86ème station-service exploitée par la société au Cameroun. Construite sur une superficie de 1 390 m², elle ambitionne de répondre aux besoins croissants en carburants des populations locales ainsi que des nombreux usagers de la route nationale n°10.

Pensée comme un véritable centre multiservices, la station dispose d'une capacité totale de stockage de 80 m³ de carburants, répartis entre 45 m³ de gasoil, 35 m³ de super et 5 m³ de pétrole lampant. Le site intègre également un espace dédié au gaz domestique pouvant contenir jusqu'à 280 bouteilles, ainsi qu'une baie de service équipée pour les opérations de vidange, de lubrification et de graissage des véhicules.

Dans une logique de diversification de ses prestations, Tradex y a également aménagé une supérette sous l'enseigne Trad'Shop. Un distributeur automatique de



billets est par ailleurs annoncé pour faciliter les transactions

des usagers. Soucieuse du confort et des réalités socio-

culturelles de sa clientèle, l'entreprise a aussi prévu une

mosquée ouverte aux fidèles musulmans fréquentant la station.

Un impact économique local

La réalisation de cette infrastructure a mobilisé plusieurs petites et moyennes entreprises camerounaises. Selon Tradex, le chantier a permis la création d'environ 50 emplois indirects durant la phase de construction. Pour son exploitation quotidienne, la station emploie désormais de manière permanente 15 jeunes Camerounais.

À travers cette nouvelle implantation, l'entreprise confirme sa stratégie d'extension progressive de son réseau à travers le pays, y compris dans les zones éloignées des grands centres urbains.

Tradex vise une couverture nationale renforcée

Réagissant à cette ouverture, le Directeur général de Tradex, Emmanuel Patrick Mvondo, a souligné la portée stratégique de cette nouvelle implantation.

Selon lui, l'ouverture de la station-service d'Ayos traduit la volonté de l'entreprise de rapprocher les populations des produits pétroliers de qualité, sans distinction de localisation géographique. Il a également précisé que cette implantation dans le Nyong-et-Mfoumou porte désormais à 31 le nombre de départements couverts par le réseau Tradex.

Le dirigeant a enfin rappelé que cette dynamique d'expansion s'inscrit dans la vision impulsée par Adolphe Moudiki, présenté comme le père-fondateur de Tradex, avec pour ambition d'accélérer la couverture nationale de l'entreprise.

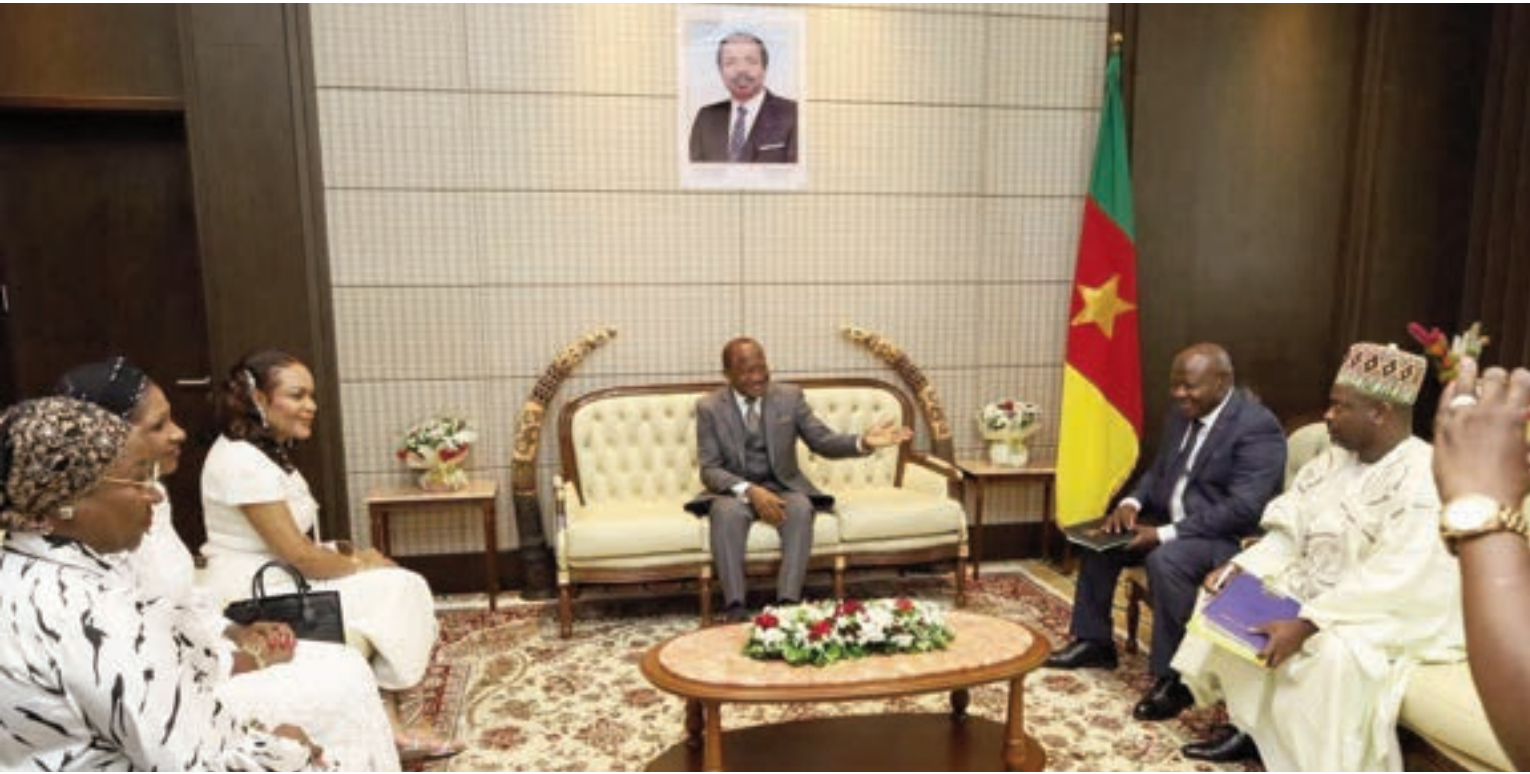
Jean-Jacques ONANA



■Audience des femmes de la SNH au Palais des Verres Paul Biya

Le président de l'Assemblée nationale soutient le projet de raffinerie porté par l'entreprise

Le projet de raffinerie envisagé par la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) continue de susciter des réactions favorables au sein des institutions camerounaises. Mardi 26 mai 2026, le président de l'Assemblée nationale, le Très Honorable Théodore Datouo, a exprimé son adhésion à cette initiative au cours d'une audience accordée à Nathalie Moudiki, Conseiller n°2 de la SNH.



La rencontre, qui a duré une trentaine de minutes, s'est tenue au Palais des Verres Paul BIYA, en marge de la visite effectuée par les femmes de la SNH dans le cadre des activités marquant la célébration de la fête des mères.

Au cours des échanges, le président de l'Assemblée nationale n'a pas caché sa satisfaction face à la volonté de la SNH de s'engager dans un projet de raffinerie, qu'il considère comme une démarche porteuse pour le développement national.

«J'ai été particulièrement flatté quand j'ai appris que la SNH lance un projet de raffinerie. J'étais heureux de voir que vous y avez pensé car d'autres pays en ont plusieurs, y compris à travers des initiatives privées», a déclaré le Très Honorable Théodore Datouo.

Le patron de la chambre basse du Parlement a également assuré la SNH du soutien de l'institution parlementaire pour toutes les questions relevant de ses compétences. Pour lui, cet-

te ambition industrielle traduit une vision stratégique tournée vers les intérêts du pays.

Une visite placée sous le signe de la découverte

Au-delà de l'audience officielle, cette journée a également permis aux femmes de la SNH de découvrir le fonctionnement de l'institution parlementaire ainsi que les installations du Palais des Verres Paul BIYA, considéré comme l'un des symboles de la vitalité démocratique du Cameroun.

Cette immersion a constitué un moment d'échanges et d'apprentissage pour les participantes, présentées comme des actrices essentielles des performances de l'entreprise à différents niveaux.

Dans une atmosphère conviviale et empreinte de reconnaissance, la délégation de la SNH a achevé sa visite avec un sentiment d'enrichissement, portée par les encouragements et les marques de considération exprimées par le président de l'Assemblée nationale.

Henri Donatien AYANG



■ Socapalm

Plus de 10,6 milliards FCFA de bénéfice à distribuer aux actionnaires

La Société Camerounaise de Palmeraies s'apprête à réunir ses actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire le 29 mai 2026 à Douala, dans un contexte marqué par des performances financières solides et des enjeux stratégiques importants pour l'entreprise agro-industrielle. À l'ordre du jour : l'approbation des comptes de l'exercice 2025, la validation d'une importante distribution de dividendes ainsi que l'examen d'une nouvelle convention de services avec la société INDUSERVICES FR.

Prévue à 9 heures à l'Hôtel Best Western de Douala, cette rencontre statutaire réunira les détenteurs de titres de la société anonyme au capital de 45,7 milliards de FCFA, cotée à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale. Quatorze résolutions figurent à l'ordre du jour, portant notamment sur les rapports de gestion, les états financiers sociaux et consolidés ainsi que plusieurs décisions de gouvernance.

Une rentabilité confirmée en 2025

Au terme de l'exercice 2025, Socapalm affiche un bénéfice net de 10,638 milliards de FCFA. En y ajoutant le report à nouveau bénéficiaire antérieur de 36,6 millions de FCFA, le bénéfice distribuable atteint 10,674 milliards de FCFA. Des résultats qui traduisent la résilience d'une entreprise spécialisée dans la production et la transformation de l'huile de palme, secteur stratégique de l'agro-industrie camerounaise.

Les actionnaires seront appelés à examiner et approuver les états financiers établis selon les normes OHADA et IFRS, aussi bien pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés intégrant les filiales du groupe.

Des dividendes en hausse pour les actionnaires

L'Assemblée Générale devra également se prononcer sur une distribution globale de dividendes de 10,638 milliards de FCFA, correspondant à un dividende brut de 2 325 FCFA par action. Après déduction de l'Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM), les montants nets varieront selon le régime fiscal applicable aux actionnaires.

Les détenteurs d'actions cotées en bourse percevront



ainsi un dividende net de 2 069,25 FCFA par action, contre 1 941,38 FCFA pour les actionnaires domiciliés au Cameroun et dans les pays hors France. Les investisseurs établis en France recevront 1 978,25 FCFA nets par action, tandis que ceux relevant de juridictions assimilées à des paradis fiscaux percevront 1 557,75 FCFA. Le paiement des dividendes est annoncé au plus tard pour le 30 septembre 2026.

Une structure financière consolidée

Après affectation du résultat, les capitaux propres de

la société devraient s'établir à près de 55 milliards de FCFA. Cette enveloppe comprend notamment un capital social de 45,757 milliards de FCFA, une réserve légale de 9,151 milliards de FCFA, un report à nouveau de 36 millions de FCFA ainsi qu'une subvention d'investissements de plus de 21 millions de FCFA.

Cette solidité bilancielle renforce la crédibilité financière de l'entreprise auprès des investisseurs et partenaires financiers, dans un environnement économique marqué par les fluctuations internationales des matières

premières agricoles.

Une convention stratégique avec INDUSERVICES FR

Parmi les résolutions attendues, l'une des plus importantes concerne l'approbation d'une nouvelle convention de services conclue avec INDUSERVICES FR. Ce partenariat, à forte dimension industrielle, sera soumis à l'examen des actionnaires conformément aux exigences de l'article 438 de l'Acte uniforme OHADA relatif aux conventions réglementées.

L'approbation de cette convention devrait permettre

de consolider juridiquement les relations entre les deux entités et d'accompagner les ambitions industrielles de Socapalm.

Des modalités strictes pour les actionnaires

Le Conseil d'Administration rappelle que chaque actionnaire peut participer personnellement aux délibérations ou se faire représenter par un mandataire. Les détenteurs d'actions nominatives devront être inscrits dans les registres sociaux au moins trois jours ouvrés avant la tenue de l'assemblée.

Les actionnaires ayant acquis leurs titres en bourse devront quant à eux produire une attestation d'immobilisation délivrée par leur intermédiaire financier agréé. Les procurations devront comporter toutes les mentions réglementaires exigées, notamment l'identité complète du mandant, la date de l'assemblée et la formule manuscrite «Bon pour pouvoir».

Un rendez-vous stratégique pour la gouvernance

Dans un contexte international marqué par les tensions sur les marchés agricoles et les défis liés à la filière palmier à huile, cette Assemblée Générale apparaît comme un test de gouvernance pour Socapalm. L'entreprise, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous la référence RC/MBA/2002/B/23, entend y réaffirmer la cohérence de sa stratégie industrielle et financière.

Le Conseil d'Administration invite par ailleurs les actionnaires à exercer pleinement leur droit de communication prévu par les dispositions de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales.

Alex MBEMA

■ Promotion du bilinguisme

Le MINAT renforce les compétences linguistiques de son personnel

Dans un Cameroun façonné par un héritage colonial qui a consacré le français et l'anglais comme langues officielles, la maîtrise effective du bilinguisme demeure un enjeu majeur pour l'administration publique. Conscient de cette réalité, le ministère de l'Administration territoriale (MINAT) organise, du 1er au 5 juin 2026, un atelier de renforcement des capacités linguistiques destiné à son personnel.

Cette initiative s'inscrit dans la dynamique permanente de promotion du bilinguisme au sein des institutions publiques. À travers des cours intensifs de français et d'anglais, le MINAT entend améliorer les compétences linguistiques de ses agents, renforcer leur pratique des deux langues officielles et consolider l'usage quotidien d'une communication bilingue dans les services administratifs.

Dans un pays où le bilinguisme constitue à la fois une exigence constitutionnelle, un facteur d'intégration nationale et un instrument d'ouverture sur le monde, la maîtrise de l'anglais parlé et écrit apparaît aujourd'hui comme une nécessité incontournable. Au-delà des considérations administratives, cette compétence représente un véritable atout professionnel



dans un environnement internationaux, la mobilité des citoyens et la diversification des partenariats économiques.



L'anglais, langue largement utilisée dans les affaires, la diplomatie, les technologies et les organisations internationales, offre également aux fonctionnaires une meilleure capacité d'interaction avec les populations des régions anglophones du pays. Dans ce contexte, le renforcement des aptitudes linguistiques des agents publics participe à l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers et au renforcement de la cohésion nationale.

Pilotée par la Division de la Traduction et de la Promotion du Bilinguisme (DTPB), cette session de formation à été précédée, le 26 mai 2026, d'un test de niveau. Cette étape préalable a permis d'évaluer les compétences actuelles des apprenants afin d'adapter efficacement leur parcours d'apprentissage et de mieux répondre à leurs besoins spécifiques.

À travers cette démarche, le MINAT réaffirme ainsi sa volonté de faire du bilinguisme une pratique concrète et quotidienne au sein de l'administration, conformément aux ambitions des pouvoirs publics de promouvoir une administration davantage inclusive, accessible et véritablement bilingue.

Flaubert KAMGA

■ Organisation Mondiale de la Santé

Dr Manaouda Malachie honoré pour son engagement dans la gouvernance sanitaire mondiale

Le Cameroun vient de franchir une nouvelle étape dans son rayonnement diplomatique et sanitaire à l'échelle internationale. Le lundi 25 mai 2026, au siège de l'Organisation Mondiale de la Santé à Genève, le ministre camerounais de la Santé publique, Dr Manaouda Malachie, a reçu un Certificat d'appréciation des mains du Directeur général de l'institution, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Cette distinction vient saluer la contribution active du Cameroun aux travaux du Conseil exécutif de l'OMS durant le mandat 2023-2026, arrivé à son terme à l'issue de la 158ème session de cette instance stratégique.

Au cours de ces trois années, le Cameroun ne s'est pas contenté d'occuper un siège protocolaire au sein de l'organe décisionnel de l'OMS. En sa qualité de troisième Vice-président du Conseil exécutif, le Dr Manaouda Malachie s'est illustré par une implication soutenue dans les débats relatifs aux grands défis sanitaires mondiaux.

Le membre du gouvernement camerounais a notamment porté la voix de l'Afrique sur des questions majeures telles que le renforcement des systèmes de santé, l'accès universel aux soins, la préparation face aux urgences sanitaires ainsi que le financement durable de la santé mondiale. À travers une participation jugée constante et constructive, le Cameroun a contribué à alimenter les réflexions stratégiques autour des réponses internationales aux crises sanitaires contemporaines.

Dans les couloirs de l'OMS, la présence camerounaise s'est progressivement imposée comme celle d'un acteur crédible, engagé et écouté. Cette reconnaissance internationale témoigne ainsi de la capacité du pays à défendre les préoccupations africaines dans les espaces de gouvernance mondiale de la santé.

La cérémonie de remise du certificat s'est déroulée dans la salle du Conseil exécutif de l'OMS. Bien que le ministre camerounais ait déjà



achevé sa mission officielle à Genève quelques jours auparavant, la distinction a été réceptionnée par un membre de la délégation camerounaise resté sur place. Un détail symbolique qui illustre la continuité de l'engagement du Cameroun auprès des grandes institutions sanitaires internationales.

Au-delà de l'hommage rendu au ministre de la Santé publique, cette distinction met surtout en lumière l'influence croissante du Cameroun dans les mécanismes internationaux de décision en matière de santé. Depuis plusieurs années, Yaoundé multiplie les initiatives diplomatiques et les prises de position en faveur d'une coopération sanitaire plus équitable et solidaire.

À Genève, cette reconnaissance apparaît ainsi comme l'aboutissement d'un mandat salué pour sa constance et son efficacité. Elle confirme également la montée en puissance d'une diplomatie sanitaire camerounaise discrète, mais résolument active sur la scène internationale.

Jean-Jacques ONANA

■ Douala

Dr Roger Mbassa Ndinè descend sur le chantier des berges du Wouri

Le maire de la ville de Douala, Roger Mbassa Ndinè, a effectué, samedi 23 mai, une visite inopinée sur le chantier de la voie aménagée le long des berges du Wouri. Cette descente sur le terrain avait pour objectif d'évaluer l'évolution des travaux et de remotiver les équipes techniques ainsi que l'entreprise en charge du projet.

Très engagé dans la réalisation de cette infrastructure routière stratégique, l'édile entend maintenir une dynamique soutenue afin de résorber le léger retard observé et garantir une livraison des ouvrages avant l'arrivée des grandes pluies. Sa présence a également été perçue comme un signal fort de soutien aux ouvriers mobilisés sur le site.

Estimé à près de 40 % de réalisation, ce projet vise à décongestionner la circulation dans la capitale économique et à améliorer la mobilité des



habitants des arrondissements de Douala 3e et Douala 5e. Le premier tronçon, long de 1,5 kilomètre, est attendu pour la mi-juin.



Alex MBEMA

■ Fête du 20 mai à Nkongsamba

El Hadj Oumarou entre ferveur patriotique et fidélité au chef de l'État

À l'occasion de la célébration de la 54ème édition de la Fête nationale, le maire de Nkongsamba 1er et président de la section RDPC Mounjo Nord 1, El Hadj Oumarou, s'est particulièrement distingué par une forte mobilisation politique et citoyenne en faveur du président de la République, Paul Biya.

Entre démonstration de fidélité partisane et engagement républicain, l'édile municipal a marqué de son empreinte les festivités du 20 mai 2026, aussi bien dans la ville de Nkongsamba qu'à Yaoundé, où il figurait parmi les invités du Chef de l'État lors de la réception officielle organisée au Palais de l'Unité.

Dans l'arrondissement de Nkongsamba 1er, les célébrations ont pris une dimension particulière sous l'impulsion des autorités municipales. La place des fêtes, soigneusement aménagée pour l'occasion, arborait un important dispositif décoratif dominé par de gigantesques portraits du président Paul Biya. Une scénographie symbolique qui traduisait la volonté du maire d'inscrire cette célébration dans un esprit de communion nationale, de loyauté institution-

nelle et d'adhésion aux idéaux républicains.

Tout au long de la journée, la ville a vibré au rythme des manifestations marquant l'unité nationale et le vivre-ensemble. Aux côtés du préfet du Mounjo, Yves Bertrand Noël Ndjana, El Hadj Oumarou a pris part au défilé militaire avant de rejoindre les militants et sympathisants du RDPC du Mounjo Nord 1 dont il a conduit la mobilisation lors du passage du défilé civil.

Par cette présence remarquée et cette forte implication organisationnelle, le maire de Nkongsamba 1er a une nouvelle fois confirmé son ancrage politique local ainsi que son engagement constant en faveur des institutions de la République et des idéaux portés par le RDPC.

Flaubert KAMGA



■ 54ème édition de la Fête de l'Unité à Nkongsamba

Sous la conduite de Patrice Samen, le Rdpc Moungo-Nord 2 marque le défilé du 20 mai

À Nkongsamba, la célébration de la 54ème édition de la Fête nationale a donné lieu à une impressionnante démonstration de mobilisation politique de la section RDPC Moungo Nord 2. Sur la place des fêtes, théâtre du traditionnel défilé du 20 mai 2026, cette structure du parti au pouvoir a captivé l'attention par l'ampleur de sa présence et la qualité de son organisation.

Conduite par son président de section, Patrice Samen, par ailleurs maire de Nkongsamba II, la délégation s'est distinguée par une marche rythmée, disciplinée et empreinte d'un fort esprit militant. Sous les acclamations d'un public venu nombreux assister aux festivités, militants et sympathisants ont défilé avec assurance, arborant les couleurs du parti dans une atmosphère à la fois solennelle et festive.

À travers cette participation massive, la section Moungo Nord 2 a tenu à réaffirmer son adhésion aux idéaux de paix, d'unité nationale et de cohésion sociale défendus par le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais. Bien plus qu'un simple passage protocolaire, cette démonstration de force traduisait également l'attachement des militants aux orientations politiques du parti ainsi que leur fidélité au président national

du RDPC, Paul Biya.

Dans une ville marquée par la ferveur patriotique du 20 mai, le passage de la section RDPC Moungo Nord 2 aura incontestablement constitué l'un des temps forts de la célébration. Une prestation qui témoigne, une fois encore, de la vitalité du parti dans le département du Moungo et de sa capacité à mobiliser ses bases autour des valeurs républicaines et du vivre-ensemble.

Flaubert KAMGA



Yvonne Eyidi insuffle une nouvelle dynamique au Rdpc Moungo-Nord 3

À Nkongsamba III, le nom de Eyidi Yvonne résonne désormais comme l'un des symboles du dynamisme et de la vitalité du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). Figure politique de premier plan dans cet arrondissement du département du Moungo, le maire de Nkongsamba III s'illustre par une présence constante sur le terrain et un engagement soutenu en faveur du rayonnement du parti au pouvoir.

Depuis son arrivée à la tête de la municipalité, la section Rdpc Moungo Nord 3 affiche une mobilisation remarquable. Portée par une stratégie de proximité avec les populations, une forte capacité d'écoute et un sens affirmé du rassemblement, Eyidi Yvonne a contribué à insuffler une nouvelle dynamique au sein des structures locales du parti.

Cette montée en puissance s'est particulièrement illustrée lors de la célébration de la Fête nationale du 20 mai dernier à Nkongsamba. Aux côtés des militants du Rdpc, de l'Organisation des Femmes du Rdpc (Ofrdpc) et de l'Organisation des Jeunes du Rdpc (Ojrdpc), l'édile de Nkongsamba III a personnellement conduit le cortège de sa section dans une démonstration de mobilisation largement saluée par les militants et sympathisants.

Dans une atmosphère empreinte de ferveur patriotique, les militants de la section Moungo Nord 3 ont affiché leur cohésion et leur détermination, malgré



certaines turbulences internes provoquées par des comportements jugés contraires à la discipline du parti, valeur régulièrement prônée par le président national du Rdpc, Paul Biya.

Loin d'affaiblir les bases militantes, ce contexte a plutôt renforcé la détermination des responsables et des militants à demeurer unis autour des idéaux du parti. Sous l'encadrement du président de section Matike et avec l'implication constante de Eyidi Yvonne, les militants ont réaffirmé leur fidélité au Rdpc ainsi que leur attachement au président national du parti.

Par cette démonstration de force politique et organisationnelle, la section Rdpc Moungo Nord 3 confirme son statut parmi les structures les plus actives et mobilisées du département du Moungo. Une dynamique portée par une figure politique dont l'influence et l'engagement continuent de marquer la scène politique locale : Eyidi Yvonne.

Flaubert KAMGA

■ 54ème édition de la Fête du 20 mai 2026

Mbanga célèbre l'unité nationale dans la ferveur et la cohésion sociale

La ville de Mbanga a vibré au rythme de la 54ème édition de la Fête de l'Unité Nationale dans une atmosphère de communion populaire, de discipline citoyenne et de fraternité républicaine. Dans cet arrondissement cosmopolite où cohabitent diverses communautés culturelles, linguistiques, religieuses et politiques, cette célébration a une nouvelle fois mis en lumière le travail de proximité mené au quotidien par le sous-préfet, Temboh Christine Nkefor, pour préserver la paix sociale et renforcer le vivre-ensemble.



Dès les premières heures de la journée du 20 mai, les populations ont massivement répondu présentes à la place des fêtes de Mbanga pour prendre part aux manifestations marquant cette célébration nationale. Dans une parfaite organisation, la parade militaire et civile a offert un spectacle haut en couleurs, traduisant l'attachement profond des habitants aux idéaux d'unité, de paix et de solidarité nationale prônés par l'État camerounais.

Au-delà du cérémonial ré-

publicain, cette édition 2026 de la Fête de l'Unité a surtout été perçue comme l'illustration concrète de la stabilité sociale qui règne dans l'arrondissement. Une stabilité bâtie au fil du temps grâce aux actions permanentes du sous-préfet, Temboh Christine Nkefor, dont l'engagement en faveur du dialogue communautaire, de l'écoute des populations et de la prévention des tensions contribue à consolider la cohésion sociale dans cette localité stratégique du département du Mounjo.

Dans un contexte national où les questions de coexistence harmonieuse demeurent essentielles, l'autorité administrative multiplie les initiatives visant à rapprocher les communautés et à promouvoir la tolérance entre les différentes composantes sociales de l'arrondissement. Le climat de sérénité observé durant les festivités du 20 mai apparaît ainsi comme le fruit d'un patient travail d'encadrement administratif, de concertation avec les leaders communautaires et de collaboration étroite

te avec les forces de sécurité et les autorités locales.

L'un des temps forts de cette célébration aura été la distinction honorifique attribuée à Henriette Ejake Mbonda, Maire de la Commune de Mbanga, élevée au grade d'Officier de l'Ordre du Mérite Camerounais. Une reconnaissance saluant les efforts consentis à la tête de la municipalité, notamment les réalisations engagées pour le développement local et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Cette distinction a suscité une vive émotion au sein des habitants de Mbanga, qui y voient la consécration du dynamisme insufflé au sein de la commune depuis plusieurs années. Elle traduit également la synergie d'actions entre les autorités administratives et municipales dans la conduite des projets de développement

et dans la préservation de la stabilité sociale.

La journée s'est achevée dans une ambiance chaleureuse et conviviale au cours du dîner offert par le sous-préfet de Mbanga. Autorités administratives, municipales, forces de défense et de sécurité, élites, leaders religieux et représentants des différentes communautés y ont partagé un moment de fraternité, symbole d'un arrondissement résolument tourné vers la paix, l'unité et le vivre-ensemble.

À Mbanga, la réussite éclatante de cette 54ème édition de la Fête de l'Unité Nationale aura ainsi démontré que la cohésion sociale ne relève pas du hasard, mais du travail quotidien d'encadrement, de médiation et de rassemblement mené par des autorités engagées au service de la République et des populations.

Henri Donatien AYANG